

« Le Grand détournement », une autre campagne pour la présidentielle

Ré-inversons nous-mêmes le calendrier électoral !

Comment faire légalement de la présidentielle une précampagne législative

- Tout d'abord, l'expérience nous montre que l'élection présidentielle n'est pas « faite » pour les écolos. Faut-il rappeler les scores cruels de nos dernières tentatives, qui n'auront pas aidé à nous crédibiliser. La « monarchie républicaine » de la V^e République ne fait pas partie de notre culture et le « vote utile » nous ramène toujours ou presque à des scores trop modestes.
- De plus, le contexte actuel du paysage politique (tripartisme) n'arrange rien par rapport aux épreuves passées.
- Lucides, nous sommes placés de fait devant un choix cornélien, une sorte d'**injonction contradictoire** : « être présents pour ne pas disparaître » mais, en même temps, courir le risque de faire éliminer la gauche dès le 1^{er} tour et de voir un 2^e tour calamiteux opposant FN et droite. Certes, cette gauche gouvernementale est plus que critiquable à de multiples égards, mais la droite serait pire... et le syndrome Chirac-Le Pen rôde encore.

Alors, comment surmonter l'obstacle ?

Nous proposons un usage détourné de la présidentielle

- Si nous décidons d'avoir un(e) candidat(e) à l'élection présidentielle, il (elle) n'apparaîtra jamais seul(e), mais toujours entouré(e) d'un groupe de futur(e)s candidat(e)s aux législatives.
- Il (elle) n'utilisera jamais la formule « quand je serai élu(e), je ferai... », risible quand on n'a aucune chance de l'être. Présents autour du candidat, les candidats aux législatives pourront sérieusement dire, eux, « quand nous serons élus, nous ferons... ».
- Le candidat **appellera à ne pas voter pour lui** à la présidentielle (!), **mais à voter massivement, deux mois plus tard, pour les candidats aux législatives**. Il ne donnera bien sûr aucune consigne de vote pour le premier tour de la présidentielle (il est d'ailleurs interdit à un candidat d'appeler à voter pour un autre).
- La campagne sera réduite *a priori* à la partie financée d'office par l'État : affiches, professions de foi et campagne audiovisuelle, afin de ne faire courir aucun risque financier au parti ; mais le *buzz* sera tel que l'effet de cette campagne *a minima* s'en trouvera décuplé.

Le Grand détournement présente de nombreux avantages

- Il crée l'événement, avec un slogan du type : « L'écologie politique a une élection d'avance ».
- Il attire l'attention sur nos contenus et sur l'importance des législatives.
- Il devance le score médiocre auquel nous condamnons, plus que jamais, le vote utile.
- Il marque une ferme opposition au système électoral (avec notamment son inversion des élections présidentielle et législatives) et à la monarchie républicaine, en les ridiculisant.
- Très anticonformiste, il montre qu'on peut faire de la « politique autrement ».

Le Grand détournement n'est pas forcément limité à une candidature strictement écologiste

- Il peut s'ouvrir à d'autres « pro-VI^e République écolo-compatibles ».
- Bien entendu, la recherche des 500 signatures doit se faire sans cacher le type de stratégie prévue et doit donc s'adresser en priorité à des élus pro-VI^e République.

Le Grand détournement est compatible avec :

- une participation aux primaires de la gauche et des écologistes, avec négociations programmatiques et promotion de la proportionnelle et de la réinversion du calendrier électoral ;
- une grande campagne sur internet (à coût réduit).

La présente proposition est à l'état embryonnaire. Elle vise à lancer l'idée, mais tout reste à régler. Par exemple, comment être sûr de ne pas attirer un vote massif pour notre candidat contre son gré ? Peut-il se retirer la veille du scrutin ? Que se passe-t-il alors, juridiquement et financièrement, alors que l'État a déjà imprimé les bulletins ? Etc.

Le Grand détournement, c'est le moyen de ne pas disparaître – et même de renaître – tout en n'endossant pas la responsabilité d'un retour de la droite au pouvoir.